TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

1. Propos liminaires : les nouvelles définitions 2

1.1 L'enfant 3

1.2 Garde & accès : nouvelles définitions 4

1.2.1 La nouvelle terminologie ici et à l'étranger 6

1.2.1.1 Colombie-Britannique 6

1.2.1.2 Nouvelle-Écosse 7

1.2.1.3 Alberta 8

1.2.1.4 Gouvernement canadien 10

1.2.1.5 À l'étranger 10

1.3 Responsabilité décisionnelle 10

1.4 Déménagement 11

1.5 Mécanisme de règlement des différends familiaux . . . 13

1.5.1 L'arbitrage et les tribunaux religieux 15

1.6 Violence familiale 16

1.6.1 Violence – membre de la famille. 17

1.6.2 Impact de la violence familiale sur les enfants qui en sont témoins 18

2. Compétence *ratione personæ* et litispendance [art. 4 à 6] . . 22

2.1 Instances introduites devant deux tribunaux à des dates différentes. 22

2.2 Instances introduites devant deux tribunaux à la même date. 22

2.3 Compétence *ratione personæ* en matière d'ordonnance de contact : le nouvel article 6.1 24

2.4 Retrait ou rétention d'un enfant à charge 25

3. Nouvelle section à la Loi : les obligations du triumvirat pendant l'instance 26

3.1 Les obligations des parties à une instance [art. 7.1 et ss.] 27

3.2 Les obligations du conseiller juridique [art. 7.7]. 29

3.2.1 Propos liminaire 29

3.2.2 Énumération des obligations du conseiller juridique 29

3.3 Les obligations du tribunal [art. 7.8] 31

3.3.1 Nouveauté procédurale actuelle : obligation de dénoncer devant la Cour supérieure 33

3.3.2 Les obligations du tribunal qui demeurent inchangées 34

3.3.2.1 Possibilités de réconciliation 34

3.3.2.2 La collusion, les aliments des enfants et le pardon 34

4. Prise d'effet du divorce, validité du divorce dans tout le Canada et effet du divorce [art. 12 à 14] 35

5. Article 15 – définition d'époux 35

6. Les ordonnances alimentaires 35

7. Le nouvel article 16 : virage législatif majeur 36

7.1 Introduction lexicale à l'article 16 : ordonnance parentale, temps parental, contact et responsabilité décisionnelle 36

7.1.1 L'ordonnance parentale 36

7.1.2 Le temps parental 36

7.1.3 Les responsabilités décisionnelles. 37

7.1.4 Les ordonnances de contact 38

7.2 Principe général applicable à toute ordonnance : l'intérêt de l'enfant [art. 16(1)] 38

7.2.1 Considération première 39

7.2.2 Meilleur intérêt de l'enfant : les facteurs à considérer [art.16(3)] 39

7.2.3 Facteurs relatifs à la violence familiale – analyse sous la loupe de l'article 16(3)(j) 41

7.2.4 Examen de la conduite antérieure 43

7.2.5 Maximum de temps parental : rejet d'une présomption 45

7.3 Ordonnance parentale : résumé des facteurs à soupeser 47

8. L'ordonnance parentale [art. 16.1 et ss.] 48

8.1 La personne autre qu'un époux : propos liminaires . . . 48

8.1.1 L'article 16(3) de la Loi sur le divorce actuelle : revue jurisprudentielle. 50

8.2 La personne autre qu'un époux : catégories 52

8.2.1 Le parent non marié 52

8.2.2 La personne non mariée ayant agi *in loco parentis* 52

8.2.3 La personne qui a l'intention de tenir lieu de parent 52

8.3 Article 16.1(2) – validité constitutionnelle 54

8.3.1 Recours concomitant ? 56

8.3.2 Recours sur permission 57

8.3.3 Intervention du tiers : test jurisprudentiel [art.16(3)] 57

8.4 Les tiers et l'obligation alimentaire 58

9. Contenu de l'ordonnance parentale [art.16.1(4) et ss.] 59

9.1 Temps parental et responsabilités décisionnelles [art. 16.1(4)] 59

9.1.1 Les critères à apprécier en matière d'octroi de temps parental 60

9.2 Les conditions de l'ordonnance [art. 16.1(5)] 61

9.3 Prévoir des mécanismes de règlement des différends familiaux [art. 16.1(6)] 61

9.4 Le déménagement : les nouveaux régimes [art.16.8 et ss.] 62

9.4.1 Obligation d'aviser 63

9.4.2 Champs d'application des régimes : remarques préliminaires 64

9.4.3 Changement du lieu de résidence : déménagement mineur 67

9.4.3.1. Changement de résidence – champs d'application. 67

9.4.3.2 Obligation d'aviser d'un changement de lieu de résidence 67

9.4.4 Déménagement important [art.16.9 et ss.] 69

9.4.4.1 Obligation d'aviser 69

9.4.4.2 L'autorisation du déménagement important 70

9.4.4.3 L'autorisation judiciaire de déménagement : facteurs. 71

9.4.4.3.1 Facteurs à considérer 71

9.4.4.3.2 Facteurs à ne pas considérer 75
9.4.4.4 Déménagement important – fardeau de la preuve 76
9.4.4.4.1 Fardeau de la preuve en matière provisoire 78
9.4.4.5 Frais liés à l'exercice du temps parental 79
9.4.5 Changement de résidence de la personne ayant des contacts 79
9.4.5.1 Changement de peu d'incidence 79
9.4.5.2 Changement d'importance 80
9.5 Supervision [art. 16.1(8)] 81
9.6 Interdiction de retrait de l'enfant [art. 16.1(9)] 81
9.7 Attribution de responsabilités décisionnelles [art. 16.3] 81
9.7.1 Responsabilités décisionnelles – quand les parents ne s'entendent pas 84
9.7.2 Décisions quotidiennes 85
9.7.3 Décisions quotidiennes ou décisions d'importance 86
9.8 Le droit aux renseignements [art. 16.4] 87
9.9 Plan parental [art. 16.6] 87
9.10 L'ordonnance parentale : tableau récapitulatif 88
10. Ordonnance de contact – tierce [art.16.5] 89
10.1 Les ordonnances de contact 89
10.2 Conclusions alternatives : temps parental ou contacts 90
10.3 Ordonnances de contact – condition préalable 90
10.4 Ordonnances de contact des grands-parents 92

10.5 Les contacts : autres commentaires 92

11. La modification des ordonnances 92

11.1 La modification des ordonnances parentales 93

11.2 Recours d'un tiers – recours autonome 93

11.2.1 L'autorisation du tribunal pour les tiers 93

11.3 Modification de l'ordonnance parentale 94

11.4 Modification de toute ordonnance de contact 94

11.5 Conditions de l'ordonnance 94

11.6 La modification des ordonnances alimentaires 95

11.7 La modification des ordonnances parentales ou ordonnances de contact : facteurs 95

11.7.1 Ordonnance modificative : maladie 95

11.8 Les demandes de déménagement et le changement de circonstances 96

11.8.1 Déménagement important : changement dans la situation de l'enfant 96

11.8.2 Déménagement important interdit : pas de changement dans la situation de l'enfant . . . 96

11.9 Conduite antérieure en matière de modification . . . 96

11.10 Les lignes directrices 96

11.11 Priorité aux aliments pour les enfants 96

11.12 Objectifs de l'ordonnance modificative de l'ordonnance alimentaire au profit d'un époux 97

11.13 La maximisation des contacts en matière de modification 97

12. L'appel [art. 21] 97

13. La suppression des obstacles au remariage religieux [art. 21.1] 97

14. Les dispositions transitoires [art.35.2 et ss.] 97

14.1 Actions engagées avant l'entrée en vigueur 98

14.2 Équivalence des ordonnances rendues antérieurement. 98

14.2.1 Garde. 98

14.2.2 Accès par un ex-époux. 98

14.2.3 Accès par un tiers 99

14.2.4 Les équivalences : tableau récapitulatif . . . 100

14.3 Le régime applicable à la relocalisation : application immédiate 100

14.4 Changement de circonstances 100

15. Les droits des enfants 101

15.1 Les tribunaux unifiés en matière familiale au Québec ? 103

Annexe I : Récapitulatif des nouveautés procédurales 109

Annexe II : Tableau comparatif 111

Annexe III : Formulaire de la Nouvelle-Écosse 223

Table de la jurisprudence 237

Index analytique. 241